

<http://ugtg.org/spip.php?article2656>



A propos des premières décisions du Tribunal administratif de Guadeloupe et sur les brusques déclarations d' des politiciens envers ariés suspendus



Date de mise en ligne jeudi 16 juin 2022

- Expressions - Déclarations -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Camarades, Travailleurs de la Santé,

Tous en chœur, à l'unisson, tous de "la droite" à "la gauche", "des extrémistes", aux "centristes" et même ceux des Gouvernements MACRON se déclarent subitement solidaires de la lutte des salariés suspendus.

Tous réclament notre réintégration et le paiement de nos salaires.

Il leur a donc fallu 8 mois pour se rendre compte de la violence, de l'absurdité, de l'illégalité des décisions de suspension prises contre des milliers de professionnels du soin, du social et du médico-social.

Il leur a donc fallu 8 mois pour se rendre compte que derrière ces professionnels il existe des familles, des enfants, des vies détruites, des patrimoines disloqués, des poursuites d'huissiers, des malades et des personnes en situation de handicap sans soins, et sans prise en charge, des vaccinés multidoses pèkli par la maladie.

Il leur a donc fallu 8 mois pour se rendre compte que, sans eux, NOUS LES SUSPENDUS, avec le soutien financier, matériel, et psychologique de dizaines de milliers de Guadeloupéens, résistons jusqu'à aujourd'hui en gardant notre fierté et notre dignité.

Il leur a donc fallu 8 mois pour se rendre compte qu'eux, qui ont cédé à la propagande vaccinale, sont encore plus mal, inquiets quant à leur santé, leur équilibre à venir...

Ou alors, n'est-ce pas plutôt une stratégie hypocrite, mesquine pour continuer à violer et à humilier les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe é kontinyé bonbansé pannan nou an mizè ?

AWA LAS KOUYONNÉ NOU ! NON ! La classe politique guadeloupéenne n'a pas changé. Elle confirme jòdila kon yè qu'elle est incapable de percevoir le pouls du Pays Guadeloupe, d'entendre et de comprendre nos préoccupations, de ressentir nos légitimes demandes de droit et de qualité de vie. Elle confirme que seul le mandat brigué et ses attributs la mobilise. Elle l'a démontré sur toutes les questions de société, qui depuis des années, sont dénoncées par les Guadeloupéens : l'accès à la santé, l'accès à l'eau, l'accès à l'éducation, le droit au travail, le droit au logement et à des conditions de vie décentes, le droit à la vie, etc...

Alors, bien évidemment, nous qui sommes en lutte depuis le 17 Juillet 2021, nous ne sommes ni surpris, ni confiants de leur soudain soutien aux suspendus ; car s'ils s'étaient autorisés à agir dans la plénitude de leur mandat, depuis cette loi du 05 Août 2021, s'ils ne s'étaient pas couchés devant les lois, dispositions, é vaksen fosé de Macron, nous ne serions pas dans cette catastrophe sociale, humaine, sanitaire, jòdila.

AY CHYÉ BA YO !

Alors, bien évidemment, les cadres de direction des établissements et structures de la Santé, du Social et du Médico-Social, ont eu pleine licence pour sanctionner les militants du droit à la vie que nous sommes, ont koupé é haché autant les soignants que l'offre et l'accès aux soins.

Et, quand, maintenant ils feignent de s'inquiéter de la crise des urgences, des surmortalités dues au refus et au

manque de soins, sé pawòl a manti-mantè.

Et maintenant, que Macron envisage la fin de l'obligation vaccinale et que les Tribunaux (Conseil des Prudhommes, Tribunal Administratif en Guadeloupe et en France) commencent à annuler les décisions de suspension, pour illégalité ou excès de pouvoir, ils s'érigent en principaux artisans de ces premières victoires du droit sur la dictature.

Nous ne sommes pas dupes et nous faisons encore plus confiance à la lutte, à notre lutte, à notre unité dans la lutte, aux solidarités qui nous sont manifestées par les Guadeloupéens é toupatou silatè.

Wi, nou ké gannyé davwa, tous ces cadres de direction se rendent compte des crimes auxquels ils ont été associés, des fautes de procédure qu'ils ont commises, de l'illégalité de leurs décisions. Ils ne peuvent plus compter sur les vaccinés en poste, ni sur leur soutien, ni sur leur soumission aux doses supplémentaires. Ils savent que les 90% des Guadeloupéens non vaccinés, les 90% de soignants non conformes à la vaccination, jamais plus ne se soumettront, parce que dorénavant informés des risques encourus, risques largement établis, mais aussi conscients de la remise en cause des libertés et des mensonges organisés pour soumettre les Travailleurs et le Peuple.

Alors, ils ont peur pour leur poste, pour leur devenir professionnel et pour les poursuites en réparation qu'ils devront, de toutes les façons, assumer.

NOU PAKA LAGÉ !! BÒD LANMÈ PA LWEN

VNous savons que Macron et ses sbires auraient préféré que la campagne électorale se déroule dans la sérénité, sans les échos révoltés des suspendus ;

VNous avons compris que notre persistance dans la lutte les limite dans leur propagande électorale. ;

VNous savons que notre combat est susceptible de leur interdire l'accès à ce mandat criminel qu'ils briguent..

AWA... NOU PAKA VOTÉ POU PON MANTI-MANTÈ

NOU PAKA VOTÉ POU PON MALFÉTÈ TRAVAY, RESPE, DIGNITÉ, DWA A LA VI

SÉPOUSA NOU O KONBA !

Lapwent, 08 Juin 2022

Le Conseil Syndical de l'UTS-UGTG